La neutralité désengagée de la science politique américaine

Desengaged Neutrality of American political Science

Vanessa Ruget

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7474>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7474

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2003

Pagination : 121-132

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Vanessa Ruget, « La neutralité désengagée de la science politique américaine », *Questions de communication* [En ligne], 3 | 2003, mis en ligne le 01 juillet 2003, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7474> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7474

VANESSA RUJET

Centre d'analyse politique comparée, Université Bordeaux 4

Université américaine du Kirghizistan, Bishkek

vruget@yahoo.com

LA NEUTRALITÉ DÉSENGAGÉE DE LA SCIENCE POLITIQUE AMÉRICAINE

Résumé. — La question de la neutralité de la recherche se pose de façon assez complexe pour les politistes américains. Animés par l'idée d'un progrès au niveau des méthodes, des savoirs et de la théorie, la majorité d'entre eux estiment que leur discipline a acquis le stade de la maturité scientifique. Cette neutralité affichée, qui est en réalité largement discutable, a favorisé l'hermétisme de la discipline face à un public plus vaste. Pour contraster la situation américaine avec l'attitude prônée par Nathalie Heinich, l'auteur propose de parler de « neutralité désengagée » pour qualifier la majeure partie des travaux produits par la politologie américaine. Elle illustre son propos avec les résultats d'une enquête conduite en 2000 sur l'engagement des politistes américains (et en s'appuyant, à l'occasion, sur ses récentes expériences de recherche outre-Atlantique). Elle conclut en tirant les leçons de ce « détour américain ».

Mots clés. — Science politique américaine, neutralité scientifique, engagement, expertise, libéralisme, féminisme.

La question de la neutralité et de la pertinence de la recherche en science sociales se pose-t-elle aux États-Unis en des termes identiques à ceux de la France ? Plus particulièrement, les interrogations et propositions soulevées par Nathalie Heinich (2002) ont-elles la même signification et portée Outre-Atlantique ? Les trois postures qu'elle évoque¹ y sont-elles distinguables ? Pour répondre, je propose de présenter le cas de la science politique américaine.

L'une des plus célèbres controverses que la discipline ait connues, celle qui opposa Leo Strauss aux tenants du behavioralisme, portait précisément sur cette question : dans quelle mesure la science politique peut elle être « scientifique » sans perdre sa pertinence (*relevance*). Regrettant la césure qui s'était opérée entre la science et la philosophie politique, Leo Strauss accusait la première de se considérer comme la seule voie conduisant à une connaissance véritable du politique, alors que sa pseudo-neutralité l'avait en réalité conduite à l'aridité intellectuelle (Strauss, 1992 : 19). Plus récemment, un groupe dissident a remis en cause l'orthodoxie et l'hermétisme de la discipline en s'en prenant tout particulièrement à sa principale publication l'*American Political Science Review* (Eakin, 2000, Miller, 2001). Si le débat sur la neutralité de la recherche est, par conséquent, en partie d'actualité dans la science politique américaine (même si force est de constater que la majorité des politistes évite de la poser, considérant la question depuis longtemps résolue), il s'articule de façon spécifique. Deux points méritent d'être soulignés.

D'abord, l'on observe que lorsque l'accusation de non neutralité est portée à l'égard d'une école ou d'un chercheur, c'est fréquemment à l'initiative d'un politiste ou d'une école qui sont loin d'être eux-mêmes exempts de tout parti pris. Dans le cas de la science politique, cette critique émane souvent d'universitaires plutôt à gauche tels Michael Parenti (1995), Joan Roelofs (1992), Alan Wolfe et Marvin Surkin (1992) ou, dans une moindre mesure, Théodore Lowi². De manière générale, c'est le cas de tous les membres du *Caucus for A New Political Science*, groupe dissident au sein de l'Association Américaine de Science Politique, aujourd'hui moribond. Créé en 1967, l'objectif de ce *caucus* était de bousculer l'*establishment* d'une discipline jugée excessivement ennuyeuse et conventionnelle (Lowi, 1972 ; Wolfe, 1971). Très actif au cours des années 1970, le groupe apporta un soutien crucial aux revendications des femmes et minorités ethniques encore naissantes. D'ailleurs, la remise en cause, par les féministes et les minorités ethniques, des postulats « masculin et occidentaux » de la discipline est évidemment elle-même politique. Dès lors, il est difficile de mettre en doute la neutralité des recherches sans être à son tour suspecté de prise de position (en général à gauche).

Par ailleurs, quiconque se penche sur l'histoire de la discipline y découvre un profond paradoxe : la neutralité revendiquée par ses praticiens y a souvent été

¹ N. Heinich (2002 : 117-120) distingue trois postures dans ce qu'on nomme « l'intellectuel » : celle du chercheur, celle de l'expert et celle du penseur.

² Th. Lowi (1992) qui avança, par exemple, que la présidence de R. Reagan et le climat politique et économique des années quatre-vingt constituèrent un terreau intellectuel propice à l'épanouissement d'une théorie axée sur le postulat de la rationalité des acteurs sociaux.

de façade. La discipline a, en effet, à plusieurs reprises, servi les intérêts de la politique étrangère américaine. Pourtant, les deux paradigmes qui ont dominé la recherche politologique Outre-Atlantique, le behaviorisme et la théorie des choix rationnels, étaient tous deux scientistes. L'idéal de neutralité a, sans doute, occupé une place excessive dans la science politique américaine (sans, et c'est là le paradoxe, être réellement atteint) tandis que l'engagement y est aujourd'hui trop limité, de l'avis même de ses praticiens. La question de la neutralité s'y pose donc de façon complexe. Dans un souci comparatiste, je suggère de discuter les principales postures distinguées par Nathalie Heinich en les plaçant dans un contexte américain. Pour contraster la situation américaine avec l'attitude prônée par la sociologue, je parlerai de « neutralité désengagée », qualifiant, à mon sens, la majeure partie des travaux produits par la politologie américaine. J'illustrerai mon propos à l'aide d'une enquête, conduite en 2000, dans le cadre d'une recherche sur l'engagement des politistes américains³ (et en m'appuyant, à l'occasion, sur mes récentes expériences de recherche Outre-Atlantique)⁴.

Le penseur

Aux États-Unis, la figure de l'intellectuel, ou ici du chercheur, ne génère pas le même capital symbolique qu'en France (Jacoby, 1987), ce qui pose inévitablement un problème de réception des productions universitaires et intellectuelles. L'anti-intellectualisme de l'Amérique, principal facteur explicatif, est un trait connu que je ne détaillerai pas. La position d'universitaire y est également moins prestigieuse (Kimball, 1990 ; Wacquant, 1998). De plus, le succès et la prédominance de paradigmes scientistes ont joué en défaveur de l'engagement. Dès lors, et comme le regrette un comparatiste de l'université de Tulane ayant répondu à l'enquête sur l'engagement des politistes, la discipline a perdu « cette tradition de la théorie critique et engagée qui existait dans la science politique américaine il y a de cela plusieurs décennies, notamment parmi les immigrants d'Europe » tels Théodore Adorno, Karl Popper, Leo Strauss. Enfin, les contraintes exercées par la pénurie de postes et de moyens, et les logiques académiques aujourd'hui en vigueur, n'encouragent pas l'esprit critique et les prises de position publique. Les critères de recrutement ou de publication dans

³ Un questionnaire directif, comportant six questions, fut envoyé en septembre et octobre 2000 à des politologues sélectionnés au hasard, grâce aux listes des départements de science politique fournis par l'APSA. Quarante-huit questionnaires valides sur cent soixante-douze envoyés ont été retournés et ont pu être exploités. L'échantillon se compose de huit femmes (17 %, ce qui est assez proche du taux général de la discipline qui est, selon l'APSA, de 21,1 %), et la moyenne d'âge est de 46 ans et demi (ce qui démontre qu'il n'est pas biaisé en faveur des chercheurs les plus jeunes, sans doute les plus susceptibles de consulter régulièrement, et avec aisance, leur courrier électronique).

⁴ Rappelons ici les précautions analytiques évoquées lors d'une précédente intervention sur l'engagement des chercheurs américains : la science politique américaine est non seulement quantitativement importante, très diversifiée, mais aussi totalement décentralisée. Les diplômes et le contenu des cours n'y sont pas garantis par un contrôle national. Ils sont fonction du prestige et des moyens de l'université. Il existe donc de grandes disparités d'un établissement à l'autre. De surcroît, il s'agit d'un champ du savoir éclaté à la fois sur le plan théorique, méthodologique et sociologique. Toute proposition d'ordre général est par conséquent simplificatrice.

des revues comme l'*American political science review*, *World politics* ou le *Political research quarterly* (qui font la place belle aux approches quantitatives), renforcent le primat d'une discipline spécialisée, plus sophistiquée, donc plus hermétique.

Il semble peu opportun de reprendre, dans le cadre de la science politique américaine, la catégorie du penseur ou de « l'intellectuel universel », comme l'appelle Philippe Corcuff (1999). Si quelques politistes contribuent au débat public (par exemple Stanley Hoffman qui intervient fréquemment dans les médias et signe souvent des articles dans la *New York Times book review*), et si certains ouvrages réussissent à s'exporter hors du champ académique (l'exemple le plus fameux de ces dernières années étant le *Choc des Civilisations* de Samuel Huntington), peu de chercheurs en science politique revêtent l'habit du penseur, de l'intellectuel engagé. Un journaliste australien écrit par exemple à propos de Kenneth Shepsle, une figure de la discipline : « Hormis une brève intervention, il y a une dizaine d'années, lors des informations de la chaîne ABC, son curriculum vitae long de douze pages et ses presque trente ans de carrière sont vides de toute prise de position publique » (Cohn, 1999).

L'expert

La légitimation d'un champ de recherche est en partie tributaire de son impact dans la sphère publique (Fleury-Vilatte, Walter, 2002). Il est intéressant de noter qu'à ses débuts, la science politique américaine a largement fondé sa légitimité sur ses apports à l'État, alors en construction⁵. L'expérience politique américaine, écrit à ce sujet James Ceaser (1997), est inséparable du développement de la science politique, et ce, à un degré qui dépasse de loin toute autre nation. Pourtant, les travaux des politistes ont perdu ce côté pratique qu'ils possédaient à l'origine, particulièrement en raison de la professionnalisation des disciplines académiques (malgré l'existence, durant quelques années, d'une section « *applied political science* » à l'Association américaine de science politique).

Mon enquête auprès d'une vingtaine de politistes américains a révélé que, pratiquement, un sur deux estime que la discipline est trop éloignée des questions et problèmes saillants de leur société. Moins d'un tiers estime qu'elle a conservé un lien avec le monde qui l'entoure. Beaucoup évoquent néanmoins une différence importante entre universités d'élite et établissements moins réputés, les premières incitant généralement davantage à la spécialisation, la « fabrication » de paradigmes sophistiqués et la « jargonisation ». Comme le souligne ainsi un politologue de Kent State

⁵ D'ailleurs, en 1903, date de la création de l'Association américaine de science politique, étudier le politique et faire de la politique allaient souvent de pair (en 1904, trois cinquièmes des membres du premier comité directeur de l'APSA sont impliqués, d'une façon ou d'une autre, dans des activités publiques et politiques), logique qui se poursuit au cours de la Seconde Guerre mondiale, dans une moindre mesure, lors de la guerre froide (Wilcox, 1978) et, jusque dans les années 1960-70, quoique pour d'autres raisons et sur d'autres fronts.

University : « Alors que les politistes ont tourné leurs regards "à l'intérieur" afin d'atteindre leurs buts professionnels (titularisation, avancement), nous avons perdu toute utilité à l'égard d'un public plus large [...]. Malheureusement, les médias ne frappent pas vraiment à notre porte, en nous suppliant de venir nous exprimer sur les ondes [...]. À la place, les nouvelles organisations tendent à utiliser leurs propres spécialistes, les membres de ce que l'on appelle la "punditocracy" plutôt que des universitaires ». Les politistes sont, de surcroît, fortement concurrencés sur leurs « marchés » – au premier rang desquels le marché académique, le public éduqué, les médias et les diverses organisations politiques (Nakhaaie, Brym, 1999). Sur tous ces champs, se concentre en effet une panoplie d'« experts » (journalistes, analystes, membres des fondations et *think tanks*...), plus exercés aux exigences du monde politique et de l'opinion publique en terme de temps et d'accessibilité du discours.

Le degré d'« hermétisme » est, bien sûr, variable d'un domaine de recherche à un autre. Les recherches menées dans le domaine de la théorie politique⁶, ou par les théoriciens du choix rationnel sont moins « exportables » que, par exemple, l'analyse des politiques publiques et les enquêtes menées sur l'opinion. C'est, sans conteste, dans le domaine d'étude des politiques publiques (*public policy*) que la figure de l'expert chercheur est la plus fréquente, en particulier au sein des programmes en politiques publiques (*masters of public affairs*), généralement offerts dans des instituts éponymes (*schools of public affairs*). Comme le souligne Harry Eckstein (1990), ces écoles spécialisées en politiques publiques, que certains considèrent comme le pendant universitaire des *think tanks*, ont connu un remarquable essor depuis les années 1980 (voir, par exemple, la *Kennedy School of Government* rattachée à l'université de Harvard, la *Woodrow Wilson School* à Princeton, la *Maxwell School* à Syracuse...).⁷ Néanmoins, comme il le suggère (et ayant lui-même l'expérience du travail dans les agences gouvernementales), les idées académiques y sont rarement prises au sérieux (du moins dans une perspective concrète). Dans de nombreux domaines, les acquis des chercheurs sont, en effet, trop embryonnaires ou éloignés des préoccupations des décideurs politiques. De plus, les logiques de ces deux domaines obéissent à des critères distincts : une gestion différente du temps, un souci de précision et d'exactitude scientifique plus ou moins aigu, le dénigrement des théories dans les sphères décisionnelles (Herspring, 1992). Pourtant, et paradoxalement, deux logiques – qui méritent d'être soulignées ici – devraient faciliter ou tout au moins inciter une circulation plus importante des savoirs universitaires.

⁶ En ce qui concerne la théorie politique, consulter les travaux de John G. Gunnell, notamment *The descent of political theory, the genealogy of an American vocation*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1993.

⁷ P. Eisinger, président de la section *Public Policy* à l'APSA, et enseignant à Wayne State University, rappelle que l'étude des politiques publiques, champ relativement récent et le plus interdisciplinaire de la science politique, est aussi celui qui est le plus orienté vers l'action : « C'est ce côté rapport avec le monde réel que j'aime dans l'étude des politiques publiques, un rapport que le reste de la discipline a perdu, s'exclame P. Eisinger, l'idée que l'expertise, les modèles, les théories du chercheur doivent être mises à contribution pour améliorer la politique » (entretien au téléphone avec P. Eisinger, 15 avril 1999).

D'une part, la circulation importante des élites américaines entre différentes sphères (académiques, gouvernementales, économiques) et la proportion élevée d'adultes titulaires d'un diplôme du secondaire favorisent une plus grande familiarité avec les outils des sciences sociales. Les universitaires reconvertis, parfois temporairement dans les activités gouvernementales, ne sont pas rares (voir aujourd'hui quelqu'un comme Condoleezza Rice)⁸. Dès lors, il est fréquent de constater que les acteurs sociaux que l'on étudie connaissent bien les outils des sciences sociales, voire les théories et paradigmes d'un secteur particulier⁹. D'autre part, les instances de financement, qu'elles soient privées ou publiques, privilégient aujourd'hui de plus en plus la recherche « utile ». C'est le cas de la *National Science Foundation*, l'équivalent de notre CNRS, qui représente 90 % du financement public de la discipline. Miriam Golden, politologue, résume en ces termes sa discussion récente avec des administrateurs de l'institution : « Le Congrès continuera de financer les sciences sociales, uniquement si ses praticiens peuvent démontrer que les connaissances qu'ils produisent sont du même acabit que celles produites par les sciences médicales, c'est-à-dire qu'elles contribuent à améliorer le bien public. Les membres du Congrès sont fatigués des batailles idéologiques qui caractérisent les champs n'ayant pas de hiérarchie claire de la connaissance [...]. Ils veulent savoir pour quoi ils paient et la connaissance pour la connaissance ne mérite pas, selon eux, d'être financée » (Lupia, 2000 : 8).

La logique est identique du côté des fondations privées. On peut prendre pour exemple le domaine des *area studies* ou études par aires régionales (Ruget, 2000). Durant la Seconde Guerre mondiale et pendant la guerre froide, ce type de travaux reposant sur une connaissance approfondie de l'histoire et la culture de nations étrangères est apprécié des décideurs politiques pour ses applications dans les domaines de l'intelligence, la préparation militaire, la guerre psychologique (Wallerstein, 1997). C'est donc naturellement que les fondations et le gouvernement fédéral (*via la National Science Foundation*) financent un domaine de recherche aussi crucial pour les intérêts du pays (Roelofs, 1992). Le champ des *area studies* est alors la cible des radicaux de gauche qui y voient une inféodation de la recherche universitaire au profit des objectifs militaires américains. Une vingtaine d'année plus tard, avec la fin de la guerre froide, et en raison de l'engouement croissant pour le concept de mondialisation, la spécialisation par zone géographique est progressivement devenue désuète. Les grandes fondations qui finançaient généreusement ce type de recherches ont estimé qu'elles ne cadraient plus avec le nouveau contexte de l'après-guerre froide (Heilbrunn, 1996). Influencés par le succès de nouvelles approches de la scène internationale, comme la thèse de Samuel Huntington sur le « choc des civilisations », leurs responsables en ont conclu que la connaissance des problèmes internationaux serait mieux assurée par des études transversales,

⁸ Parmi les exemples historiques : W. Wilson, H. Humphrey, H. Kissinger...

⁹ Ce fut mon cas à de multiples reprises, lors de mes travaux sur le mouvement environnemental à Washington en 2001/2002. En particulier, l'un des participants à une enquête me fit remarquer que, à son avis, mon questionnaire était parfois normatif !

réalisées par des experts des migrations internationales ou de l'armement, que par des spécialistes du Moyen-Orient ou de l'Asie du Sud-Est. En 1994, le *Social Science Research Council* – porte-drapeau des *area studies* depuis la création du *Committee on Comparative Politics* en 1954 – a décidé de suivre ce mouvement, en réorganisant les comités qui le composent pour qu'ils reflètent cette nouvelle vision du monde. Pluridisciplinaires par nature, fondées sur une connaissance approfondie de la culture, la langue, l'histoire d'un pays ou d'une région du monde, exigeant du temps, des ressources, les études par aires régionales produisent des résultats complexes et non nécessairement mobilisables pour des recommandations précises. Elles ne sont plus formatées pour un usage « d'expert ». Là encore, c'est la recherche « utile » qui a la faveur des instances de financement. Comment expliquer ce décalage entre les critères des agences de financement et les productions de la discipline ? Sans doute, en partie, par l'écart qui existe entre discours et pratique et entre objectifs et résultats. Sans doute aussi que les critères « scientifiques » de publication, de recrutement et de promotion, priment sur la production d'un savoir accessible.

Le chercheur et la neutralité axiologique

En forçant un peu le trait, on peut affirmer que, d'une certaine façon, la question de la neutralité de la recherche ne se pose plus pour les politistes américains. Animés par l'idée d'un progrès au niveau des méthodes (perfectionnement des outils), de la connaissance (accumulation des savoirs) et de la théorie, ils ont dans une certaine mesure acquis la certitude que leur domaine d'étude avait depuis longtemps acquis le stade de la maturité scientifique.

Cette neutralité est en réalité largement discutable. Tout d'abord, parce que, historiquement, prétention de scientificité, de neutralité, et politisation des travaux ont coexisté, en particulier lors de la guerre froide¹⁰. Ensuite, parce que la concurrence pour l'obtention de financements (et de publications) oblige à s'inscrire dans l'air du temps (voir le cas des *area studies* cité *supra*). Enfin, parce que la discipline repose sur des postulats qui sont rarement discutés, exception faite du champ de la théorie politique (qui occupe d'ailleurs une place singulière dans la discipline). En particulier, la foi dans le libéralisme – au sens anglo-saxon du terme – est la matrice de la science politique américaine (Hartz, 1955 ; Ricci, 1984). Les valeurs libérales forment le socle de la réflexion en théorie politique, elles ont longtemps légitimé la recherche sur les régimes politiques (par exemple les *community power studies*). Elles expliquent le peu d'intérêt traditionnellement apporté au concept d'État et la focalisation de la science politique américaine sur le niveau individuel (cf. par exemple le succès de la théorie des choix

¹⁰ Pour plus de détails à ce sujet, consulter notamment : Gunnel J. « The historiography of American political science », in : Gunnel J. G., Graziano L., eds, 1990, *The development of political science*, Londres et New York, Routledge ; Ball T., 1993, « American political science in its postwar context », in : Farr J., Seideman R., eds, *Discipline and history, political science in the United States*, Ann Arbor, University of Michigan Press ; Hoffmann S., 1957, « Tendances de la science politique aux États-Unis », *Revue française de science politique*, 7, pp. 913-932.

rationnels). Comme le note François Dosse (1997 : 94), « l'individualisme américain rend impossible d'éviter le niveau de la personne ». Autre argument : « Voici une doctrine, écrit Louis Hartz (1955 : 25) à propos du libéralisme, qui, partout en Occident, a été le glorieux symbole de la liberté individuelle ; et pourtant, en Amérique, son pouvoir contraignant a été si grand qu'il a menacé la liberté même ». Rarement, les préceptes de la démocratie libérale, du pluralisme, voire du capitalisme économique sont-ils décortiqués, analysés, critiqués¹¹. En outre, lorsqu'elles existent, ces remises en cause sont souvent considérées comme politiques au mieux (féministes, minorités ethniques) et marginales au pire (gauchistes).

Ceci s'est traduit par d'importantes inégalités dans le traitement des objets. Pour prendre un exemple extrême, Ernest Wilson a montré que, de 1906 à 1963, uniquement treize articles comportant le terme de « noirs », « droits civils » ou « races » ont été publiés dans l'*APSR*. Il allègue que cette sous-estimation découle de la focalisation de la discipline sur les élites et les sphères décisionnelles où les Noirs-Américains sont justement peu présents (Wilson, 1985). Parmi les critiques majeurs de cette fausse neutralité, on trouve les minorités ethniques, les féministes et les minorités sexuelles (femmes et homosexuels). Comme le souligne Annette Wieviorka (2002), « l'engagement est à la croisée de différents composants qui associent des contraintes liées à la discipline, des données professionnelles, un itinéraire personnel ». Cette observation est particulièrement valable pour le cas de l'engagement identitaire de ces groupes.

Les revendications identitaires au sein de la science politique américaine (femmes, afro-américains, latino-américains, asiatiques et indiens-américains, gays et lesbiennes) procèdent effectivement d'une double critique, celle de l'exclusion de certains groupes, considérés apolitiques ou peu visibles, d'une part, de la discipline en tant que profession, et, d'autre part, du savoir produit par cette discipline. Ces mouvements furent particulièrement actifs au cours des années 1960-1970 et s'inscrivent évidemment dans une dynamique sociale plus large.

Ainsi, pour les féministes, la science politique est-elle non seulement directement marquée, comme toutes les autres disciplines, par l'organisation patriarcale de la société occidentale, mais elle a, de surcroît, été particulièrement peu attentive aux questions relatives aux femmes en raison de l'équation qui a souvent été faite entre hommes et vie publique (Ferguson, 1987). Selon elles, toute connaissance est inséparable de présupposés sur la société. Elles ont relevé l'absence quasi-totale des femmes dans les textes classiques (Carroll, Zerilli, 1993) et dénoncé les biais existant dans la littérature portant sur la socialisation politique (et la construction sociale du genre), la participation politique, les études électorales... Les féministes ont trouvé peu objective la façon dont les femmes sont traitées dans certains livres majeurs de la discipline tels *The American Voter* (Auguste Campbell et al.), *Political Life* (Robert Lane), *Children and Politics* (Fred

¹¹ B. Lippincot (1940) écrit par exemple : « La vérité, c'est que les politologues n'ont jamais remis en question les fondations mêmes de l'ordre capitaliste », « The bias of American political science », *Journal of Politics*, 2, pp. 125-139.

Greesteyn), *The Civic Culture* (Gabriel Almond et Sidney Verba), *Who Governs ?* (Robert Dahl), *Politics Among Nations* (Hans Morgenthau). Elles ont parallèlement exigé une meilleure représentation des femmes au sein de la discipline (nombre de « professeures » en particulier titularisées, de présidentes de centres de recherche et directrices de thèse, de responsables au sein de l'APSA)¹². Le scénario, que je ne détaillerai pas ici, est assez comparable pour les minorités ethniques et leur engagement en faveur d'une recherche plus ouverte à la société (McClain, Garcia, 1993). Enfin, fait tout à fait surprenant pour le chercheur français, les *Gays et Lesbians Studies* sont à présent largement ancrés dans le paysage intellectuel américain. Un *Gays and Lesbians Political Science Caucus* a été créé il y a déjà dix ans. Des cours sur ce thème sont à présent enseignés dans certains départements (Hunt, 1992).

La posture de ces chercheurs engagés dans la reconnaissance de leurs spécificités est visiblement à cheval entre engagement et recherche. Dans un article, une question soulevée par deux auteurs au sujet de l'enseignement est justement intitulée « un détachement passionné » (Myers, Tronto, 1998). Celle-ci notent que les féministes ont souvent été accusées de profiter de leurs heures de cours pour plaider leur cause et endoctriner les étudiants (tandis que, selon elles, tout enseignant défend nécessairement une cause en raison d'un accord jamais discuté sur des postulats et normes académiques).

Conclusion

La science politique américaine est une discipline rigoureuse, aux critères scientifiques stricts et sélectifs (par exemple, dans les comités de lecture des revues, de sélection des candidats pour le doctorat, au sein des instances de recrutement). Mais c'est aussi une discipline qui semble avoir perdu le contact avec la réalité, contact qu'elle avait à ses débuts. Les politologues ne sont, bien sûr, pas totalement isolés, perchés dans leurs tours d'ivoire. Ils sont assez régulièrement interpellés par les médias, généralement pour des « analyses express ». Ils sont parfois directement sollicités pour leurs expertises, comme lors du procès en destitution du président Clinton¹³, et fréquemment invités comme de nombreux autres experts à témoigner lors de *Congressional Hearings* à Washington.

¹² Malgré une progression indéniable (elles ne comptaient que pour 14 % du total en 1985 pour gagner un à deux points tous les deux ans), les femmes ne représentaient qu'environ 21 % du total des politistes à temps plein dans les années 1990 (contre une moyenne académique de 35 %). Leurs salaires sont généralement inférieurs à ceux de leurs collègues masculins (65000 \$ contre 67000 \$ pour un poste de professeur titulaire, et 39000 \$ contre 41000 \$ pour celui d'assistant). Sans compter un retour du bâton assez inattendu sous la forme d'actions *anti-affirmative*. Voir M. Brintnall, « Affirmative action : women and minorities in the profession », *PS : Political Science and Politics*, mars 1992, pp. 106-111. M. Sarkes, N. E. McGlen, « Misdirected backlash : The evolving nature of academia and the status of women in political science », *PS : Political Science and Politics*, mars 1999, pp. 100-107.

¹³ Pour un compte rendu des témoignages faits par cinq politologues entre novembre et décembre 1998, lire *PS*, mars 1999, pp. 24-27.

Sans porter de jugement de valeur sur une évolution qui se traduit aussi par une meilleure qualité scientifique et la disparition de théories douteuses (e.g. développementalisme), force est de constater que la science politique américaine (et encore une fois, il s'agit ici de propos nécessairement simplificateurs vu les dimensions de la discipline) fonctionne de plus en plus en vase clos. Certains de ses praticiens semblent partager ce sentiment tel Charles Lindblom, chargé d'écrire un article sur la science politique pour un numéro spécial de la revue *Daedalus* et selon qui : « il faut chercher avec assiduité 600 pages de contributions pour y trouver moins d'une demi-douzaine de résultats identifiables » (Lindblom, 1997).

Peut-être que l'intérêt de ce détour américain est de nous alerter sur les excès de la professionnalisation et de la spécialisation universitaire. Pour finir, je noterai que ces excès sont indubitablement préférables à l'absence de toute rigueur et tradition académique. Enseignant cette année à l'Université Américaine du Kirghizistan (fonctionnant sur le modèle américain, elle est une oasis de scientificité au sein du pays), j'y observe quasi quotidiennement que dans les pays sans tradition académique et rigueur scientifique, les sciences sociales sont très appauvries.

Références

- Carroll S. J., Zerilli L., 1993, « Feminist challenge to political science », pp. 55-76, in : Finifter A., *Political Science, the State of the Discipline*, tome 2, Washington, APSA.
- Ceaser J., 1997, *Reconstructing America*, New Haven, Londres, Yale University Press.
- Cohn J., 1999, « Theory vs. Politics », *The Australian*, 27 oct.
- Corcuff P., 1999, « Le sociologue et les acteurs : épistémologie, éthique et nouvelles formes d'engagement », *L'Homme et la société*, 131, pp. 135-148.
- Dosse F., 1997, *L'Empire du sens, L'humanisation des sciences humaines*, Paris, Éd. La Découverte.
- Eakin E., 2000, « Political scientists are in a revolution », *The New York Times*, 4 nov.
- Eckstein H., 1990, « More about applied political science », *PS : Political Science and Politics*, March, pp. 54-56.
- Ferguson K. E., 1987, « Male ordered politics : feminism and political science », in : Ball T., ed., *Idioms of inquiry, critique and renewal in political science*, Albany, State University of New York Press, pp. 209-229.
- Fléury-Vilatte B., Walter J., 2002, « L'engagement des chercheurs », *Questions de Communication*, 2, pp. 105-115.
- Hartz L., 1955, *The liberal tradition in America*, New York, Harcourt, Brace. Traduction française, 1990, *Histoire de la pensée libérale aux États-Unis*, Paris, Économica.
- Heilbrunn J., 1996, « The news from everywhere, does global thinking threaten local knowledge ? The Social Science Research Council debates the future of area studies », *Lingua Franca*, 6/4, pp. 49-55.
- Heinich N., 2002, « Pour une neutralité engagée », *Questions de Communication*, 2, pp. 117-127.

- Herspring D. R., 1992, « Practitioners and political scientists », *PS : Political science and politics*, sept. 1992, pp. 554-558.
- Hunt R. J., 1992, « Gay and Lesbian politics », *PS : Political Science and Politics*, June 1992, pp. 220-223.
- Huntington S. P., 1996, *The clash of civilizations, remaking of world order*, New York, Touchstone.
- Jacoby R., 1987, *The Last Intellectual. American culture in the age of academe*, New York, Basic Books.
- Kimball R., 1990, *Tenured radicals, how politics has corrupted our higher education*, New York, Harper and Row.
- Lippincot B., 1940, « The bias of American political science », *Journal of Politics*, 2, pp. 125-139.
- Lowi T., 1972, « The politics of higher education : political science as a case study », in : Graham G. J., Carey, G. W., eds, *The post behavioral era. Perspectives on political science*, New York, D. McKay co.
- Lowi T., 1993, « A review of Herbert Simon's review of my View of the discipline », *PS : Political Science and Politics*, March, pp. 51-52.
- Lupia A., 2000, « Evaluating political science research : information for buyers and sellers », *PS : Political Science and Politics*, March, pp. 7-13.
- McClain P., Garcia J., 1993, « Expanding disciplinary boundaries : Black, Latino and racial minorities group politics in political science », pp. 247-279, chap. 10, in : Finifter A., ed., *Political Science, the State of the Discipline*, tome 2, Washington, APSA.
- Miller D. W., 2001, « Storming the palace in political science, Scholars join revolt against the domination of mathematical approaches to the discipline », *The Chronicle of Higher Education*, 21 sept, p. A 16.
- Myers J., Tronto J., 1998, « Teaching at its best : a passionate detachment in the classroom », *PS : Political Science and Politics*, dec., pp. 802-804.
- Nakhaie R., Brym R. J., 1999, « The political attitudes of Canadian professors », *Canadian journal of sociology*, 24 : 3, pp. 329-353.
- Parenti M., 1995, *Against empire*, San Francisco, City Highs Books.
- Ricci D., 1984, *The tragedy of political science, politics, scholarship and democracy*, New Haven, Yale University Press.
- Roelofs J., 1992, « Foundations and political science », *New political science*, 23, pp. 3 27.
- Ruget V., 2001, « The Politics of American Political Scientists », *Regards Sociologiques*, octobre.
- Ruget V., 2002a, « American political science and the end of area studies », *Revue Internationale de Politique Comparée*, aut., pp. 469-478.
- Ruget V., 2002b, « Scientific capital and American political science : Who gets what, when and how », *New Political Science*, 24, 3.
- Strauss L., 1959, *Qu'est ce que la philosophie politique ?*, Paris, Presses Universitaires de France, 1992.
- Wallerstein I., 1997, « The unintended consequences of cold war area studies », pp. 2-11, in : Chomsky N. et al., *The cold war and the university*, New York, The New York Press.

- Wolfe A., Surkin M., eds, 1970, *An end to political science*, New York, Basic Books.
- Wieviorka A., 2002, « L'historien au risque de l'engagement », *Questions de communication*, 2, pp. 137-143.
- Wilcox F. O., 1978, « Some remarks about the relationships between political science and government service », *PS : Political science and politics*, Sum, pp. 332-335.
- Wilson E. J., 1985, « Why political scientists don't study black politics, but historians and sociologists do », *PS : Political Science and Politics*, Sum, pp. 600-606.
- Wolfe A., 1971, « Unthinking about the thinkable : reflection on the failure of the Caucus for A New Political Science », *Politics and Society*, 1/3, pp. 393-407.